

CENTRE D'HISTOIRE DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION

LYON

Le Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon

Le Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation a été inauguré en octobre 1992 dans les anciens locaux de la Gestapo lyonnaise. Le propos de ce musée d'histoire est d'éclairer les conditions de l'engagement dans la Résistance, de faire découvrir ses différentes facettes et de la replacer dans le contexte historique de l'époque. Pour cela, l'établissement dispose d'un équipement original et propose une programmation d'expositions temporaires, colloques et conférences.

Un lieu d'histoire

Le Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation est installé dans les anciens locaux de l'École des Services de Santé militaire, situés avenue Berthelot, à proximité de la gare de Perrache.

Après la guerre franco-prussienne de 1870, l'École des Services de Santé militaire située à Strasbourg avait en effet été rapatriée à Lyon et inaugurée en 1894. L'édifice, imposant, se compose alors de quatre ailes où sont formés en six ans les futurs médecins militaires.

Jusqu'en 1942, l'École accueille des élèves, mais elle perd en 1940 sa caractéristique militaire car elle n'est pas incluse dans les conditions d'armistice.

La situation de l'École change radicalement avec l'invasion de la zone sud : les services de police (SIPO) et de renseignements (SD) s'installent à Lyon immédiatement après le 11 novembre 1942. Après avoir réquisitionné l'Hôtel Terminus, cinq des six sections du SIPO-SD s'installent en mars 1943 dans les locaux de l'École, vidée de ses élèves. C'est la section IV, Sûreté et Police, plus communément appelée Gestapo, qui se charge de la lutte contre la Résistance. Cette section est dirigée par Klaus Barbie.

Le bâtiment devient alors le lieu où les suspects, résistants et juifs sont interrogés, le plus souvent de manière brutale, dans les bureaux aménagés dans les étages. La torture y est fréquemment pratiquée, les détenus sont amenés en camion de la prison de Montluc, elle aussi réquisitionnée par l'Occupant, et attendent de longues heures leur tour d'être interrogés, enfermés dans les caves. À plusieurs reprises, des exécutions sommaires sont pratiquées dans l'enceinte de l'École.

Le 26 mai 1944, le bâtiment est en partie détruit par un bombardement allié qui visait les installations ferroviaires situées à proximité.

Les services du SD sont donc alors contraints de s'installer place Bellecour, jusqu'à la Libération.

L'École des Services de Santé se réinstalle après la guerre dans les locaux restaurés et y demeure jusqu'en 1981. Au début des années 1990, des travaux sont effectués pour installer le centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation dans une des ailes du bâtiment.

Un musée

Dès les années 1960, les anciens résistants et déportés lyonnais ont ressenti le besoin de doter leur ville d'un musée consacré à l'histoire de la seconde guerre mondiale, digne de la capitale de la Résistance.

C'est ainsi qu'est né en 1965 le musée de la Résistance et de la Déportation, alors hébergé dans les locaux du muséum d'Histoire naturelle situé dans le sixième arrondissement.

La collection initiale avait été rassemblée par les acteurs des faits eux-mêmes et comportait à la fois des objets (armes, matériel de sabotage, matériel destiné à la confection de faux papiers), des

tracts et de journaux clandestins, des photographies, des affiches. Elle témoigne de la diversité des formes de résistance à Lyon.

En 1987, après plusieurs années d'instruction, le procès de Klaus Barbie, se tient à Lyon ; son retentissement sur l'opinion, qui entend souvent pour la première fois le récit des témoins, victimes de Barbie, est immense. La demande, formulée depuis des années par les anciens résistants et déportés créateurs du musée de la Résistance et de la Déportation, de créer une structure plus vaste et dotée de plus de moyens est entendue par la municipalité.

C'est le site de l'ancienne École des Services de Santé militaire qui est retenu pour abriter ce qui deviendra le Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation.

Les concepteurs du Centre d'Histoire ont pour la nouvelle structure l'ambition d'en faire un pôle multifonctionnel, regroupant à la fois les dimensions muséales, documentaires, d'animation. L'exposition permanente a été conçue par le scénographe Guy-Claude François, en liens étroits avec la directrice de l'époque, Sabine Zeitoun. Un historien fut également recruté comme chargé de mission. Guy-Claude François a beaucoup travaillé pour le théâtre et cette expérience a visiblement influé sur le parti pris muséographique du CHRD puisque le parcours est divisé en "plateaux" plutôt qu'en salles et que le décor, l'éclairage et l'atmosphère sonore tiennent une place aussi importante dans la visite que les documents présentés. L'objectif de l'ensemble de la mise en scène est de susciter l'émotion du visiteur et de le déconnecter de son environnement habituel. Les trois "plateaux" correspondent à trois parties : engagement, information et propagande, espace temps. Il s'agit donc d'un parcours thématique et non chronologique (même si on retrouve des éléments de chronologie dans les différents plateaux). Toutes les techniques disponibles en 1992, hormis les bornes interactives, il est vrai alors à leurs premiers balbutiements, ont été mises en œuvre dans cet aménagement : nombreux points de vidéo, projection d'un mur d'images à 180° et surtout place importante laissée à l'audioguidage, partie intégrante de l'exposition puisqu'il permet d'accéder au son des différents points vidéo.

"Tout au long du parcours, deux métaphores s'imposent : la nuit et les murs. Elles servent à la fois de base et d'unité au décor. Nuit de la clandestinité et du secret, nuit noire de la peur, de la trahison et de l'abandon, nuit des wagons fermés. Nuit plus claire de la Résistance et de l'espoir... Les murs emprisonnent et séparent, mais ils abritent et cachent" (Guy-Claude François : *Dossier de presse institutionnel du Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation*).

L'exposition a été conçue comme un centre d'interprétation, au sens anglo-saxon du terme, devant permettre au visiteur de s'approprier les concepts de Résistance et de Déportation

Une volonté d'universaliser les concepts exposés explique le peu de références faites au contexte local, exception faite de la toute première salle, intitulée "Lyon, carrefour des résistances", et donnant d'une part une chronologie rapide des principaux événements de la guerre et d'autre part les principaux points d'information sur la Résistance lyonnaise, le tout dans un style muséographique très dépouillé voire austère.

L'exposition ne présente donc aucun document original sauf les objets présents dans deux salles.

Plateau "engagement"

Seize sous-parties composent ce premier espace : premiers pas, motivations, sociologie de la Résistance, réfugiés et immigrés dans la Résistance, figures et partis politiques, forces religieuses, femmes dans la Résistance, résistance civile, résistance armée, l'État français, collaboration militaire, collaboration économique, exclusion et persécution, répression et collaboration, attentisme et vie quotidienne, déportation, génocide.

L'idée d'une approche des faits fondée sur ce concept d'engagement permet une vision transversale du phénomène complexe qu'est la Résistance et permet aussi d'aborder celui, non moins complexe de la collaboration. Elle est cependant moins pertinente en ce qui concerne une approche du quotidien et des événements et encore moins pour aborder l'exclusion, la répression et le génocide.

De fait, la Shoah n'est abordée que dans deux salles : le "wagon", reconstitution aux dimensions exactes d'un wagon à bestiaux identique à ceux qui servaient au transport des déportés et une salle

ne comportant que quelques points ; la présentation du Mémorial de Serge Klarsfeld, celle du livre de Daniel Pressac sur Auschwitz et un documentaire audiovisuel, un texte, une chronologie.

Plateau "information et propagande"

Information et propagande sont deux concepts fondamentaux pour comprendre la seconde guerre mondiale et le monde contemporain : la maîtrise de l'information est en effet un enjeu majeur du conflit comme de l'après-guerre.

Elle constitue sans doute la partie la plus séduisante du parcours car elle présente des objets à travers différentes reconstitutions : une petite place du quartier de la Croix Rousse, aux murs couverts de reproductions d'affiches de propagande (et de graffitis détournant les messages de l'État français ou faisant l'apologie de la France Libre), une maquette des pentes de la Croix-Rousse aux ruelles et traboules faiblement éclairées, un intérieur résumé en une pièce unique meublée sur le mode petit bourgeois et enfin, au rez-de-chaussée, une presse (en parfait état de marche), du matériel destiné à la fabrication de faux papiers, un documentaire audiovisuel permettent d'évoquer le rôle fondamental de la propagande et la place occupée par l'imprimerie dans la résistance lyonnaise. Cet espace traite également des actions clandestines et de la diffusion de la presse clandestine.

Plateau "espace et temps"

Cet espace est constitué par un diaporama d'une durée de 25 minutes environ qui retrace l'histoire de la seconde guerre à Lyon, en France et dans le monde à travers des images issues de différents fonds nationaux. Le diaporama est projeté par le biais d'un système de 27 projecteurs de diapositives qui ont été numérisées afin de pouvoir être réemployées ensuite.

Après un parcours plutôt thématique, cette dernière partie doit donc apporter des éléments de chronologie indispensable à la compréhension de la période.

Cet espace pose actuellement de graves problèmes techniques et doit faire prochainement l'objet d'une rénovation.

Le Centre de documentation

Le centre de documentation a été créé dès la fondation de l'établissement. Il s'applique, par la multiplicité des sources collectées, à rendre compte du débat d'idées, de la complexité d'une interprétation objective de l'histoire et des conditions d'écriture de cette histoire.

L'histoire locale y est bien représentée, sans pour autant négliger la dimension nationale et internationale du conflit, ni les aspects mémoriels et historiographiques.

Il rassemble des documents multilingues couvrant toutes les facettes du conflit lui-même, au cœur de sa spécialité et plus largement l'histoire du XX^e siècle.

Sa mission est tout à la fois de répondre aux besoins scientifiques de l'établissement et de satisfaire aux demandes de publics très divers, spécialistes du domaine, particuliers intéressés par la période ou encore en recherche d'informations leur permettant de reconstituer l'itinéraire d'un proche.

Le centre de documentation propose également des services et prestations à destination de tous les publics, en accès libre et gratuit :

- Des supports d'information variés : 25 000 ouvrages en 2008, avec un accroissement annuel d'environ 500 références, une centaine de titres de périodiques vivants, 5 000 vidéos, cédéroms, cassettes audio, une importante collection de microfilms de la presse d'époque, 500 microfiches de thèses, plus de 10 000 photographies, huit cents témoignages audiovisuels.

L'ensemble est référencé sur la base bibliographique de la Bibliothèque municipale de Lyon, dont le centre de documentation est pôle associé, consultable à l'adresse www.bm-lyon.fr et sur des bases de données internes.

Les extraits du procès de Klaus Barbie

Le procès de Klaus Barbie, qui s'est tenu à Lyon du 11 mai au 4 juillet 1987, constitue un événement historique et juridique majeur. En effet, pour la première fois en France, un homme est traduit devant la cour d'assises pour répondre de crimes contre l'humanité.

Ce procès fut également le premier en France à faire l'objet d'un enregistrement audiovisuel, décision rendue possible par la loi du 11 juillet 1985. Il a été intégralement enregistré par l'INA, en présence d'un magistrat chargé de veiller à la régularité juridique des prises de vues. Conformément au cahier des charges prévu par la loi le réalisateur a dû se plier à de nombreuses exigences : pas de caméras mobiles, pas de travelling ni de gros plans sur le public par exemple.

Cet enregistrement audiovisuel constitue un ensemble d'archives unique permettant de conserver un témoignage pour l'histoire et la mémoire des générations futures.

Initialement, le délai légal de diffusion de ces images était de trente ans après le verdict, soit en 2017. En 1990, une nouvelle loi introduit une dérogation exceptionnelle dans le cas de crimes contre l'humanité. La justice donne alors son feu vert à la réalisation d'un film documentaire de 45 minutes, à vocation pédagogique, dont le montage est confié au chroniqueur judiciaire Paul Lefèvre ; l'accent est mis sur les dépositions des témoins. Par dérogation, la ville de Lyon obtient le droit exclusif de diffuser cinq fois par jour ces extraits au CHRD, dès son ouverture en 1992.

Depuis lors, la projection du film rythme quotidiennement la vie de l'établissement ; environ 25 000 personnes le visionnent chaque année.

La programmation temporaire

Le projet culturel du musée est construit sur un rythme soutenu d'animations : expositions temporaires, conférences, projections, colloques, sont autant de vecteurs visant à rendre compte et à débattre des avancées de la recherche ou à relayer l'actualité du domaine.

Dès l'origine du Centre d'Histoire, la programmation des expositions temporaires a été en partie orientée vers des sujets couvrant une période plus vaste que celle de la seconde guerre mondiale. Cette option d'un élargissement temporel des thématiques a généralement été adoptée par toutes les structures muséales à dimension mémorielle. Pionnière à Lyon, elle est l'une des réponses apportées au débat amorcé à la fin des années 1990 sur le devenir des musées de la seconde guerre mondiale en France. Centrée sur des problématiques contemporaines, en prise directe avec les atteintes aux droits de l'homme dans le monde, attentive à valoriser les avancées de la recherche historique dans sa période de prédilection, la programmation contribue à ancrer l'image d'un lieu ouvert sur la ville et le monde.

Une telle politique se traduit par de nombreux partenariats, nationaux et internationaux et s'inscrit dans la mise en place d'un travail en réseau, dont les effets sont aujourd'hui perceptibles, tout particulièrement au plan européen. L'exposition sur Primo Levi, conçue par le CHRD en 2007 a ainsi été présentée simultanément à Lyon et à Turin, au musée diffus de la Résistance et de la Déportation.

Inaugurée le 12 novembre, la prochaine exposition du Centre d'histoire de la Résistance et de la Déportation sera consacrée au sort des prisonniers de guerre. Elle sera présentée jusqu'au 15 mars 2009.

Ainsi, plus de seize ans après son ouverture, le Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation poursuit le travail de diffusion historique qui lui avait été fixé par ses concepteurs. La présence quotidienne d'anciens Résistants et Déportés qui viennent régulièrement témoigner auprès des groupes de jeunes constitue pour l'équipe de 25 professionnels qui fait vivre le lieu le meilleur des encouragements.

Informations pratiques

Centre d'histoire de la Résistance et de la Déportation

14, avenue Berthelot, 69007 Lyon

Tél : 04 78 72 23 11 - E-mail : chrd@mairie-lyon.fr

Ouvert du mercredi au dimanche - Groupes le mardi

CENTRE D'HISTOIRE DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION



Une galerie du Centre d'histoire

Légende ?

1^{er} mai 1942

MON PARCOURS DANS LA RÉSISTANCE

1940 - 1944

François-Yves GUILLIN

Sans que ce mot ne soit encore prononcé au cours de l'été 1940, "la Résistance" apparut à notre famille imprégnée de patriotisme, telle une évidence nécessaire et suffisante à une telle époque. Ce sentiment fut grandement conforté par la rencontre du Général Delestraint en septembre. Je puis dire qu'un troisième facteur intervint, lorsque je m'opposai, le 20 octobre, à la sortie du lycée Lalande, à trois élèves de ma classe de "math élém" qui tabassèrent un de nos camarades, uniquement parce qu'il était juif. L'intolérance raciale me révolta toujours.

Pensant bien que le général Delestraint avait ou aurait une activité en rapport avec le mouvement gaulliste, seule organisation connue, je lui proposai de me mettre à son service. Il me dit alors : *"Bientôt j'aurai besoin de vous"*. Cependant, je commençai au cours de l'année 40-41 une propagande gaulliste au lycée auprès de mes camarades. Début 1941, mon activité fut rapportée au proviseur qui fit une liste des élèves gaullistes et la remit au Préfet, lequel délégua son épouse auprès de ma mère afin que je me tienne tranquille. Début 1942, toujours au service du général, je fis la connaissance de ses fidèles, le commandant Perrette, le capitaine Gastaldo.

En 1941-1942, à la Faculté des Sciences de Lyon, je repris la propagande, participai à une manifestation qui me valut d'être interpellé par la police de Vichy sans aucune suite d'ailleurs. Avec quelques camarades, je participai activement au sabotage de la venue à Lyon de l'Orchestre philharmonique de Berlin, ce qui échoua du fait d'une dénonciation. À la fac de Médecine, j'entrai en rapport avec Arthur Kriegel, militant communiste, frère de Kriegel-Valrimont.

En août 1942, le général devint chef de l'AS sous le pseudo de Vidal. Dès septembre-octobre, il me demanda d'être son agent de liaison à Lyon, chargé du logement, du courrier et de la recherche d'une boîte aux lettres clandestine. Le général me demandait de l'accompagner à certains rendez-vous. À ces occasions je fis la connaissance de Max, (Jean Moulin), délégué du général de Gaulle (Max), de Morin-Forestier, chef d'État-major de l'AS et d'autres, plus tard d'André Lassagne, de Fassin. Vidal et Gastaldo (pseudo Galibier, chef du 2^e Bureau de l'AS) m'envoyèrent en mission à plusieurs reprises, notamment dans les Alpes.

Lors du séjour de Vidal et de Max à Londres (du 14 février au 20 mars 1943), je connus mieux Galibier qui me mit en garde à la suite des arrestations du 15 mars par la police de Vichy. Morin-Forestier, Aubrac, Kriegel-Valrimont emprisonnés, je ne fus pas inquiété.

Au retour du général (20 mars 43), je devins son secrétaire personnel. En dehors de mes fonctions concernant le courrier, il me demanda de l'accompagner plus souvent et c'est ainsi que je fus présent aux rencontres entre les chefs de l'AS et de l'OJR-A. Je fus aussi témoin de la fameuse rencontre de Vidal et d'Aubry, lequel ne le prévint pas du danger de se rendre à Paris.

Cette période, exaltante pour moi, prit fin lorsque j'appris le 12 juin l'arrestation du général à Paris, le 9 juin. J'en informai Max. Il m'ordonna de disparaître. Envoyé en mission à Paris par André Lassagne pour connaître le lieu de détention de Vidal. Je pus le savoir. Je prévins André et comme il était convenu je l'attendis. Mais il ne vint pas au rendez-vous parisien. Je revins à Lyon le 25 et ne retrouvai personne. J'ignorai le drame de Caluire qui en était l'explication. Je quittai Lyon le 30 juin (ou le 1^{er} juillet) et Bourg-en-Bresse le 4 Juillet pour les Chantiers de Jeunesse, où j'étais officiellement appelé au Groupement 8, dans le massif des Bauges, en Savoie.

Barbie me fit rechercher à Lyon, dès le 15 juillet (à trois reprises), puis nouvelle descente de la Gestapo à Bourg, chez ma mère le 25 juillet. Ses sbires revinrent quelques jours plus tard. Ce même 25 juillet, je fus prévenu et désertai aussitôt les Chantiers de Jeunesse. Je partis en compagnie de

mon frère, chef assistant de ce Groupement. Il me suivit par précaution. Nous prîmes le maquis en Maurienne, sur son initiative.

Le premier camp où nous nous présentâmes, fin juillet, appartenait à l'AS ; il se situait au dessus de St Rémy-en-Maurienne, à 1 600 m d'altitude (au pied des Grands Moilins). Ce camp comportait une vingtaine de maquisards, en grande majorité réfractaires au STO, provenant aussi bien de Savoie que de la région parisienne. Jusque là, il n'y avait pas de chef à proprement parler. Le commandement fut confié à mon frère. Quant à moi, j'assurai le service de santé et... la cuisine. J'appris cependant le maniement des explosifs. Le camp, trop exposé, fut dissous début septembre pour être transféré en haute montagne au nord de Pontamafrey, près de Montpascal, tout petit village, sinon hameau, à 1 500 m, difficilement accessible ; le mulet y était alors le seul moyen de transport.

Le 8 septembre, reçus par l'instituteur, alsacien déterminé, nous fûmes réveillés à 4 h par un bruit d'armes. Une compagnie de bersaglieri encerclait Montpascal et ses alentours. Le camp avait été dénoncé. Nous eûmes à peine le temps de brûler les papiers compromettants avant l'irruption des soldats italiens. Après la perquisition qui leur permit de trouver une Sten et quelques tracts, nous fûmes à peine rudoyés par quelques soudards, arrêtés et emmenés à St-Jean de Maurienne. Emprisonnés et interrogés les uns après les autres, nous eûmes la surprise d'être libérés le soir même. L'Italie de Badoglio quittait l'axe Rome-Berlin, demandait aux Alliés l'armistice, avant de solliciter d'être "cobelligérante".

J'appris que le camp était dissous. Nous partîmes en train jusqu'à St-Rémy à la seule base que nous connaissions. La nouvelle de la rupture de l'Axe fut confirmée et applaudie par les Savoyards. Les Allemands arrivèrent dès le lendemain. On nous fit savoir que, le camp dissous, il nous fallait quitter la Maurienne, obtenir de faux papiers d'identité et retrouver soit un autre camp, soit une autre fonction. Arrêtés à Chambéry par un officier allemand et une patrouille, il nous fallut seulement démontrer que nous n'étions pas Italiens pour être relâchés.

Mon frère et moi nous séparâmes bientôt. J'entamai une période difficile de clandestinité à Chambéry. J'obtins une fonction d'infirmier me permettant d'avoir une couverture indispensable, des tickets d'alimentation. Je pus prendre rapidement contact avec un responsable de l'AS de Chambéry. Je lui demandai vainement une filière pour rejoindre Alger ou Londres. Ce fut sans suite. J'appris plus tard que le BCRA aurait désiré m'interroger sur ce que je savais du drame de juin 1943.

Le responsable de Chambéry me confia bien quelques missions, mais visiblement je ne l'intéressai pas. Je n'étais pas "du coin". À la fin de l'année 43, ma famille me prévint que la Gestapo reprenait ses recherches à Bourg. Je me réfugiai quelques semaines chez un ami.

Début 1944, sans nouvelle de mes demandes, un peu lassé par le manque d'activité dans la Résistance locale, je pus prendre contact avec le Service de Santé de la Résistance de Savoie. Son chef, le docteur Desfrancois, m'accueillit favorablement, me confia des missions ; j'entrai en contact avec l'hôpital, soignai des blessés du maquis. Malheureusement, le docteur Desfrancois fut tué lors du bombardement de Chambéry, le 26 mai. Ce jour-là, les pertes matérielles, que je subis, eurent peu d'importance en rapport à celle de ce médecin remarquable. Son remplaçant, médecin-colonel, m'envoya faire des missions dont une plus dangereuse à Lyon. Je participai à quelques actions. J'entrai en rapport avec un service de renseignement sur les unités allemandes.

En tant qu'auxiliaire médical, au volant d'une vieille ambulance, je pris part en août à quelques actions d'un groupe de militaires qui se dirigea sur Lyon en passant par les maquis de l'Ain, par Bourgoin, L'accrochage sérieux de la Verpillère au cours duquel je me retrouvai seul, à découvert, avec mon seul équipement du brassard à Croix Rouge et de ma sacoche médicale d'urgence, et cible d'un jeune Allemand, constitua un certain souvenir.

Les Américains arrivèrent de Grenoble. À peine quelques contacts sympathiques avec des Cajuns francophones, et nous voilà partis sur Lyon.

L'arrivée sur la rive gauche du Rhône, me fit abandonner ma vieille ambulance. Je fus présent aux combats, témoin des principales scènes, malheureusement de l'incendie du dôme de l'Hôtel-Dieu, mais aussi de la joie collective du 3 septembre, place des Terreaux.

À la joie de recouvrer la liberté, de se libérer du joug nazi, s'ajoutèrent le plaisir de retrouver l'activité hospitalière, mais aussi la reprise difficile de mes études, une certaine déprime due à la présence trop voyante de faux résistants, et... une affection pulmonaire inopportune.

L'annonce, les derniers jours de juin 1945, de l'assassinat à Dachau du général fut un choc difficile à surmonter, pour ceux qui travaillèrent avec lui, pour Gastaldo, André Lassagne, revenus des camps, et pour d'autres... mais aussi pour moi.

N'oublions pas ceux qui moururent pour lutter contre les crimes nazis, pour recouvrer la liberté.

Il nous faut actuellement tendre notre vigilance pour sauvegarder cette liberté, bien précieux et fragile, que ceux des nouvelles générations ont reçu de nos mains, en même temps que la mémoire de nos amis morts pour elle.

MA RÉSISTANCE ← Titre à revoir

Pierre FIGUET

1940, lycée Lalande, à Bourg en Bresse : 350 élèves de la 6^e à la terminale, soit 130 élèves dans le deuxième cycle. J'ai 15 ans.

La débâcle a déferlé sur les jeunes, nourris au lait de la grandeur de la France. L'heure est au ricanement. L'Angleterre paraît à la merci d'un débarquement prochain. Depuis qu'il "collabore", Pétain n'est plus pour certains d'entre nous qu'un miroir aux alouettes, misérable rempart avant l'esclavage.

Apprendre l'Histoire de France dans ces conditions devient dérisoire. Les bruits qui courent n'alimentent que la conversation. On ne croit plus à rien.

Pourtant, un jour de novembre, mon ami Marcel Rosette me prend à part : "*Regarde cette photo d'identité : c'est le colonel de Gaulle. Il est aujourd'hui général, et il est le vrai représentant de la France qui continue la lutte contre les nazis, à Londres. Tout n'est pas perdu, on peut encore y croire*". Me voilà dans le secret : il faudra nous aussi lutter de l'intérieur. Ce n'est pas l'explosion d'enthousiasme, mais c'est une lueur dans la nuit. Elle va grandir. Lentement.

Viendront bientôt quelques tracts, difficilement lisibles ; ce sont des appels : "*Ne perdez pas espoir*". Au début, je les fais lire à des amis proches et je les détruis : c'est trop dangereux. Et puis je les leur confie pour qu'ils les diffusent à leur tour.

Cependant, l'année 1941 s'annonce sombre : les tracts un peu plus fréquents s'alimentent de la campagne de Russie. L'armée allemande arrive aux portes de Moscou, mais... ne prend pas Moscou !

L'entrée en guerre des États Unis après Pearl Harbor incite à un optimisme nouveau.

Au lycée, un nouveauté : la suppression des Écoles normales d'instituteurs ramène au lycée, dans ma promotion, les premiers "élèves maîtres". Ils ont en moyenne un an de plus que les lycéens d'origine.

Plusieurs d'entre eux, avec Marcel Thenon d'abord, et sous l'influence essentielle de Pioda, vont avec Paul Morin, commencer à s'organiser.

Je me joins à eux quand Marcel Rosette décide de rejoindre les FTP de son village de Chavannes. Le groupe FUJP vient de naître, au contact d'un surveillant général qui en deviendra un des principaux responsables (il sera arrêté et fusillé) : Micky Barange.

L'année 1942 verra donc l'accroissement considérable de la diffusion d'une "presse" qui passe progressivement du tract d'une demi feuille à un journal de quatre pages. Les événements d'Afrique du Nord, la campagne de Russie et la bataille du Pacifique fournissent maintenant des nouvelles réconfortantes, même si la population reste globalement apathique.

Au delà du lycée, je diffuse régulièrement des journaux dans mon village d'Arbent et la ville voisine Oyonnax, qui touchent quinze à vingt personnes, mais le débarquement américain en Afrique du Nord est le prétexte de l'occupation de la zone dite "libre". Ses effets se font rapidement sentir. En mai 1943, Marcel Thenon, puis Paul Morin successivement responsables de la Résistance au lycée, sont arrêtés puis déportés, suivis bientôt du prof de gym Marcel Cochet.

Suite à une suggestion encore immature de constituer un centre de maquis à Arbent, je vois arriver en septembre 43 chez mes parents trois hommes conduits par le capitaine Romans Petit. Mais je ne suis pas en mesure de m'engager dans ce projet.

Au lycée, dans ma classe de math élem (terminale C), six élèves sur les quinze sont engagés dans la Résistance. À quoi il faut ajouter le prof de math Henri Langumger.

Nous nous exerçons au maniement d'armes (une mitraillette Sten) dans une ferme voisine de Bourg. Je demande qu'on me confie une "notice de maniement du fusil-mitrailleur" rédigée sur un mince papier huilé que je plie soigneusement avant de le ranger dans ma poche.

Nous vivons ce début 1944 dans l'attente du "débarquement", et nous nous demandons parfois s'il aura lieu avant ou après les épreuves du bac...

Le bac se passe alors en deux parties. Lorsque c'est le tour des terminales, les élèves de première sont déjà "en vacances".

C'est ainsi que plusieurs d'entre eux participent, le 5 juin 1944 à onze heures du matin à une opération d'attaque de la Trésorerie générale. Dénoncés, ils se retrouvent face à la Milice et doivent se replier en laissant un blessé aux mains des miliciens. Pendant notre épreuve de philo, nous entendons le bruit de la fusillade toute proche.

À 13 h 30, alors que nous allons entrer en salle pour la dernière épreuve, un camarade de première vient me voir : *"Je viens de la part de Jean Mariné (qui est mon chef de trentaine). Au cours du combat de ce matin : Roger Guettet a été blessé et fait prisonnier par les miliciens. Compte tenu de leurs méthodes d'interrogatoire, il est vraisemblable qu'ils le feront parler. Ne devriez-vous pas partir tout de suite?"* Je réunis aussitôt les membres de ma sixaine. Nous décidons de passer l'épreuve, et de partir aussitôt après.

Nous n'en aurons pas le temps. À 16 h 00, les miliciens envahissent le lycée, réunissent tout le monde dans la cour d'honneur, et font l'appel des noms qui leur sont connus. Je suis reçu à coups de pieds et de poings par le général Dagostini lui-même : tous les membres des FUJ présents sont arrêtés.

La notice de maniement du fusil-mitrailleur échappe à la fouille à mon grand soulagement, et, pendant notre transport en camion vers le QG de la Milice à Saint Amour, j'ai le temps de proposer à mes camarades un système de défense cohérent : nous ne faisons partie d'aucun réseau, nous sommes seulement des amis de Jean Mariné (dont l'identité est connue des miliciens) ; c'est seulement à ce titre que parfois nous recevons et laissons circuler quelques journaux divers.

Je subirai trois "interrogatoires" et serai confronté à Guettet sur une civière, qui confirmera mon appartenance à la Résistance. Je recevrai parmi bien d'autres des coups de matraque dont les conséquences sont encore aujourd'hui parfois très vives. Et je vivrai des moments d'inquiétude mortelle après qu'on m'ait fait parvenir des vêtements sans les fouiller ; pour des documents sans grande importance, je recevrai des coups sans faiblir en pensant à ce qui m'attend si on découvre ma "notice". Un de nos camarades de cellule proche, qui invective les miliciens avec pertinence et assurance, est exécuté.

Cependant les autorités locales incitent la Milice à faire preuve de clémence et nous font échapper à la Cour martiale. Nous sommes conduits par des gendarmes puis des policiers jusqu'à la caserne de la Pépinière à Paris.

Là, regroupés début juillet avec des réfractaires et des "raflés" d'origines diverses, nous sommes convoyés par les Allemands jusqu'en Haute Silésie pour travailler dans une vaste usine pétrochimique en construction et extension, qui sera bombardée seize fois.

Je travaille de nuit. Au début, c'est très dur, avec douze heures de travail sept jours sur sept, puis six jours seulement, et il faut près d'une heure de marche du camp au lieu de travail. Mais nous ne sommes pas encadrés par des SS et nous échappons donc aux vexations et autres mauvais traitements. La nourriture est très chiche. Les bombardements nous obligent à nous égarer dans les bois environnants. À plusieurs reprises des bombes explosent à mon immédiate proximité.

Je me prépare à m'évader : Tchécoslovaquie, Autriche, Suisse ! J'ai confiance dans ma capacité à résister au froid et à la neige. Un nommé Gilot me promet de faux papiers d'identité pour octobre. J'ai persuadé (sans effort) Georges Jaconelli, authentique truand respecté et vrai compagnon, à m'accompagner. Mais il est arrêté pour sabotage et envoyé pour un mois à Blechhammer, un commando d'Auschwitz tout proche.

Je me sens pris au piège allemand et je décide de ne plus aller travailler. Nous sommes le 27 novembre.

Je deviens clandestin dans le camp. D'une part c'est extrêmement dangereux car les Allemands ne badinent pas avec le travail, mais aussi parce qu'il me faut manger. Je quête de la nourriture dans quelques fermes alentour, je fréquente les "rab" de soupe. Je finis par prendre le risque de me présenter à "la soupe" comme si je travaillais ... Noël arrive. Triste pour l'avenir. Je mange ce jour là une tranche de galette. Uniquement. Georges Jaconelli et son copain Norbert sont revenus de Blachhammer très affaiblis et affamés. Ils me demandent quelques jours pour se requinquer un peu. Nous sommes début janvier. Au loin, le canon tonne. Les Russes ont déclenché leur offensive d'hiver. Nous ne partons pas vers l'Ouest, mais vers l'Est ! Je redouble de prudence. J'ai changé de piaule.

Heureusement, la machine allemande commence à se dérégler. Des colonnes de réfugiés passent : des déportés d'Auschwitz misérables conduits par les SS. Et puis les Allemands décident d'évacuer notre camp. Nous nous planquons sous le toit d'un bâtiment des "toilettes" et nous surveillons les Allemands qui font le tour du camp.

Le canon s'est beaucoup rapproché. Nous décidons de partir à travers les bois. Mais la neige est profonde, sur un sol inégal. Le contact avec les Russes ne sera pas plus dangereux sur la route. Par contre, si ce sont les Allemands en retraite ? Nous rejoignons la route : droit vers l'Est. Après six ou sept kilomètres de route solitaires après avoir croisés trois camions de Russes impassibles sous leur bonnets fourrés par moins vingt degrés sur la plate-forme découverte, nous tombons juste sur un groupe de soldats soviétique qui attaquent une batterie allemande à trois cent mètres de là. Pendant cinq jours, nous zigzaguons sinon entre les lignes de front, du moins à leur immédiate proximité. Notre vie n'a tenu parfois qu'à un fil, jusqu'à Gleiwitz. Nous avons vu des morts raidis par le froid en tassés comme des bûches de bois sur de longues files de plus d'un mètre de haut. Des morts dont le buste figé émergeait de buissons où on les avait provisoirement placés. Des réfugiés d'Auschwitz échappés par miracle de l'enfer, encore hébétés et squelettiques.

Sur un camion russe nous rejoindrons Cracovie. Les Russes nous interneront trois fois, mais nous leur échappons. Après avoir traversé la Vistule sur la glace proche de la débâcle, un Polonais négocie notre embarquement sur un autre camion et, après plus de cinq heures de route sur la plate-forme par quelque moins quinze degrés, dans les Sub Carpathes, nous arrivons à deux heures du matin pratiquement à la frontière de l'Ukraine. Il nous faudra une journée complète le lendemain de l'aube à la nuit à travers la montagne enneigée, pour rejoindre Przemisl et sa gare. À Lublin, nous abandonnons notre belle autonomie et acceptons de nous laisser enfermer dans une caserne, dont nous sortirons cependant tous les jours pour apprendre des Polonais des secrets inédits : du camp

nazi de Maïdanek que j'irai visiter ou Auschwitz, au goulag... Deux mois riches d'enseignements divers. C'est en uniforme de l'armée Rouge que nous séjournons à Lutzc.

Et nous sommes prêts à sauter du train si le train qui doit nous conduire à Odessa venait à prendre la route de Kiev. La première mer que je vois est la mer Noire. Pas si noire que ça !

Commence alors la "croisière de ma vie". Sur l'Ascanius, un cargo australien aménagé en transport de troupes. En cinq mois j'ai retrouvé une condition physique que l'habitude des privations a rendu très confortable, je dors trois heures par nuit, et, surtout : "je suis libre !"

Sur le pont je regarde défiler le Bosphore, Marmara, Istanbul, les Dardanelles où mon père a été gravement blessé, le jour même de mes vingt ans, la mer Égée, Port Saïd, le détroit de Messine et l'Etna, Naples et Capri, Bonifacio et ...Marseille le 10 juin 1945.

Le périple est bouclé: je vais embrasser mes parents et une autre vie va commencer... avec ses surprises, mais la mort n'assurera plus la veille.

Sur les quelques 300 élèves qui ont fréquenté le lycée Lalande de 1940 à 1944, 37 sont morts fusillés, déportés ou au combat, dont trois camarades qui ont été avec moi en classe.
